Le 1er décembre, Peña Nieto a été investi comme président de la République du Mexique. Cela grâce à une élection frauduleuse qui permet au PRI de revenir au pouvoir. Ce parti a dominé le Mexique durant 71 ans avec un régime autoritaire de quasi parti unique qui a muselé les droits des citoyens. La Convention nationale contre l'élection imposée a dénoncé cette usurpation de pouvoir par une manifestation devant le parlement à Mexico.

Samedi 1er décembre Enrique Peña Nieto prêtera finalement serment devant le Congrès de l'Union comme président. Le Parti de la révolution démocratique (PRD) et les partis du prétendu Mouvement progressiste (1) se sont engagés à ne pas occuper la tribune du Parlement et à ne réaliser aucune action qui empêche la passation de pouvoir. Nous assisterons, tout au plus, à d'énergiques discours « critiques ». Au même moment, le PRD (2) a accepté de négocier un pacte « pour le Mexique » avec le PRI (3) et le PAN (4).

La Convention nationale contre l'élection imposée née à Atenco à l'initiative du mouvement étudiant YoSoy132 « Je suis le 132 », a organisé au cours des derniers mois diverses actions pour contester le supposé triomphe électoral de Peña Nieto et le retour du PRI au Gouvernement fédéral. Parmi ces actions figurait une mobilisation le 1er décembre devant le Parlement à San Lázaro. Au cours des derniers mois, de nombreux coups ont été portés au mouvement de la Convention nationale contre l'élection Imposée, contribuant à son isolement et à son affaiblissement. Cette situation s'est encore renforcée à la veille de la prestation de serment de Peña Nieto.

Andrés Manuel López Obrador (AMLO), victime de la fraude électorale qui imposa Peña Nieto à la présidence, a choisi, au lieu de s'unir à la Convention Nationale, de se cantonner à une manifestation de caractère purement symbolique et d'investir toutes ses forces à la

transformation du Mouvement pour la Régénération Nationale (MORENA) en parti politique (5). Ce premier décembre, MORENA a convoqué un meeting de dénonciation à proximité de l'Ange de l'indépendance, c'est-à-dire le plus loin possible de San Lázaro et du Zócalo où Peña Nieto se réunira avec ses amis après la prestation de serment. De son côté, le PRD appelle à une concentration au Monument à la révolution, également loin du théâtre des événements.

C'est donc principalement YoSoy1322 et d'autres organisations de la Convention nationale qui manifesteront devant le siège du Parlement à San Lázaro. Face à la difficile situation créée par l'attitude conciliatrice et l'abandon de la lutte par les secteurs conciliateurs, le mouvement doit pouvoir bénéficier de la solidarité la plus large face aux menaces répressives des gouvernements du PAN et du PRI.

Bien évidemment, l'arrivée de Peña Nieto et du PRI au pouvoir représente la continuité néolibérale des gouvernements du PAN et de la stratégie guerrière de Calderón. La nomination par Peña Nieto du Général Naranjo, artisan du paramilitarisme et du Plan Colombie dans ce pays, au poste de conseiller principal en matière de « sécurité » le démontre amplement.

Malgré l'arrivée au pouvoir de Peña Nieto, la lutte contre ce nouveau gouvernement usurpateur et illégitime se poursuit. Cette lutte sera dirigée principalement contre les réformes structurelles, en réalité néolibérales, et contre la militarisation et la violence qui règnent actuellement dans le pays. Même si le PRI obtient, au niveau institutionnel, la collaboration de l'opposition parlementaire qui inclut celle des forces « progressistes », à un niveau social et politique plus large la résistance et l'opposition à ce gouvernement se poursuit. Avec l'acceptation de la première de ces réformes, la révision de la loi sur le travail, apparaissent de nouveaux acteurs dans la lutte, notamment le mouvement ouvrier comme le démontre la récente Convention syndicale. La Convention nationale contre l'élection imposée se réunira dimanche 2 et lundi 3 décembre afin de définir un nouveau plan de lutte qui tienne compte des nouvelles circonstances.

Le « recours en protection » (amparo) obtenu récemment par le Syndicat mexicain des électriciens (SME) (6) démontre la validité de la lutte et de la mobilisation pour la défense des intérêts des travailleurs, à contre courant de ceux qui la considèrent comme « archaïque » et qui ont recours aux manœuvres et aux négociations sans lutte ni rapport de force.

Sur le plan politique, il devient possible d'offrir une alternative aux vacillations et à la collaboration de la gauche institutionnelle. C'est le moment de donner une nouvelle impulsion à

la création de l'Organisation politique du peuple et des travailleurs (OPT) proposée par le SME il y plus d'une année et de la convertir en un parti large des travailleurs et de leurs organisations. Cette option politique viendrait combler un vide sur la scène politique. Le débat et l'approbation de la réforme de la loi sur le travail a clairement démontré qu'aucun des partis institutionnels ne représente les intérêts des travailleurs.

Un chapitre se clôt, mais la lutte se poursuit avec de nouvelles tâches.

C'est à cela qu'invite le Parti Révolutionnaire des Travailleurs (PRT). Il est temps de nous regrouper et de construire une autre gauche, une gauche classiste, de lutte et combative, qui soit aux côtés des travailleurs et qui ait le socialisme pour horizon.

Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT, section mexicaine de la IVe Internationale)

Mexico, D.F. 1er décembre 2012

Notes

1. Coalition électorale qui a soutenu à la présidentielle la campagne de Andres Manuel Lopez Obrador (AMLO), ancien maire de Mexico.

2. Parti de la révolution démocratique (PRD). Parti de gauche fondé en 1989 par Cuauhtemoc Cardenas.

3. Parti révolutionnaire institutionnel (PRI). Parti du nouveau président Enrique Peña Nieto . Parti qui a dominé le Mexique durant 71 ans avec un régime autoritaire et clientéliste de quasi parti unique. A instauré un État politico-militaire muselant les droits des citoyens mais conserve une large base populaire.

4. Parti d'action nationale (PAN). Parti de droite qui a été au pouvoir pendant 12 ans avec Felipe Calderon.

5. Mouvement pour la regénération nationale (Morena). Mouvement civique qui a soutenu à la présidentielle la campagne d'AMLO.

6. Le Syndicat mexicain des électriciens (SME) regroupe environ 16.000 des 40.000 travailleurs qui ont été licenciés en octobre 2009. Le SME a lancé un appel pour la constitution d'une Organisation politique du peuple et des travailleurs (OPT).

Voir cet article sur **Inprecor** , la revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV e Internationale.